

Israël ne peut plus balayer l'étiquette d'apartheid

Ces deux cartes côte-à-côte sont devenues virales sur les médias sociaux, montrant les bantoustans sud-africains sous l'apartheid et les cartes incluses dans le « deal du siècle » de l'administration Trump.

Par Jonathan Ofir, 5 février 2020



Le « deal du siècle » de Trump pour l'Israël et la Palestine a mis à nu, avec les cartes et tout, sa « vision » autoproclamée, qui a été largement interprétée comme [équivalente à l'apartheid](#). Le modèle des bantoustans est très révélateur.

Il y a quelques jours, Adalah-NY [a tweeté](#) à l'ADL, reprenant leur fiche d'information:

Israël « ne peut en aucune manière être comparé » à l'Afrique du Sud sous l'apartheid qui « imposait à plus de 12 millions de Sud-Africains noirs 'des bantoustans', des zones autonomes pauvres dont les frontières étaient dessinées pour exclure les terres économiquement viables. »

Peut-être faudrait-il revoir votre fiche d'information ?

.[@ADL](#), maybe edit FAQ?

Israel "cannot be compared in any way" to apartheid South Africa which "imposed 'Bantustans,' impoverished autonomous homelands whose borders were designed to exclude economically viable land, upon 12 million black South Africans."<https://t.co/KAu6JfxJZ3> pic.twitter.com/YvS1dmuaUH

– Adalah-NY (@AdalahNY) [February 2, 2020](#)

Car c'est exactement la comparaison qui est faite maintenant, et c'est une avalanche.

- Le premier Envoyé de la Palestine en Grande-Bretagne [Husam Zomlot](#) (anciennement chef de la mission de la Palestine aux États-Unis) :

« Le 28 janvier 2020 marquera l'approbation officielle des États-Unis pour la mise en place par Israël d'un système

complet d'apartheid. »

- [Yousef Munayyer](#) dans les pages du Guardian:

« On offre aux Palestiniens un archipel tronqué et démembré de bantoustans. »

- L'organisation israélienne de défense des droits humains B'tselem [déclare](#) que c'est « non la paix, l'apartheid », dans un jeu de mots rappelant le titre du livre de Jimmy Carter « La Palestine : la paix, non l'apartheid ». B'tselem continue :

« Les Palestiniens... seront relégués dans de petites enclaves fermées, isolées, sans contrôle sur leurs vies, avec ce plan qui perpétue la fragmentation de l'espace palestinien en petites tranches de territoires déconnectées entre elles dans une mer de contrôle israélien, très similaires aux bantoustans du régime d'apartheid d'Afrique du Sud. »

La comparaison avec l'apartheid est quelque chose qu'Israël a essayé activement d'éviter. Mais la suggestion en a été faite par ses propres dirigeants. En 2017, l'ancien Premier ministre Ehud Barak avait [averti](#) de « la pente glissante » vers l'apartheid. Pourtant, la gauche israélienne n'avait pas vraiment de solution viable à ce problème. Si l'on regarde le plan diplomatique de 2016, élaboré par le leader travailliste Isaac Herzog (maintenant directeur de l'Agence juive), il parlait de « séparation », non de paix. Le professeur israélien Neve Gordon [avait écrit](#) : « le plan diplomatique d'Herzog ressemble furieusement à de l'apartheid » :

En regardant de près le plan travailliste, sa logique apparaît clairement : comme il est difficile d'envisager un État palestinien dans un avenir prévisible, Israël ne devrait plus avoir honte de mettre les Palestiniens dans des bantoustans.

En fait, la « pente glissante » de Barak est une tentative de détourner l'attention du fait qu'Israël a mis en place l'apartheid depuis longtemps. L'argument principal pour refuser l'accusation d'apartheid était que l'occupation de 1967 était ostensiblement temporaire. Le défi a été de faire passer le contrôle israélien pour autre chose que de l'apartheid et « l'État » palestinien pour autre chose que des bantoustans. Mais cela, en réalité, est tout ce qu'Israël a jamais eu l'intention d'accorder aux Palestiniens.

L'« offre généreuse » de Barak à Camp David en 2000 [équivalait à des bantoustans](#) ; le Premier ministre travailliste Yitzhak Rabin avait promis au parlement en 1995 que les Accords d'Oslo promettaient « moins qu'un État [palestinien] ». Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a appelé cette possibilité un « État en négatif ». Il ne s'est toujours agi que de cela, au mieux : des bantoustans.

Mais maintenant la carte de Trump le suggère ouvertement pour la première fois, et c'est très visuel. Les [images côte-à-côte](#) des enclaves palestiniennes et des bantoustans sud-africains sous l'apartheid circulent très largement, et aussi simplistes qu'elles puissent être, elles parlent plus que mille mots.

Ceux qui ont fait la comparaison entre la politique israélienne et l'apartheid ont parfois considéré le cas israélien comme [pire](#) :

- Le professeur de droit sud-africain, le Prof. John Dugard, ancien Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens auprès des Nations Unies, avait écrit dans un rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2004 que le régime d'apartheid israélien était « pire que celui qui a existé en Afrique du Sud ». Ayant quitté ce poste, plus d'une décennie plus tard, J. Dugard considérait les crimes israéliens comme « infiniment pires que ceux commis par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud ».
- Baleka Mbete, qui préside le Congrès national africain (ANC), a dit en 2012 que le régime israélien était « bien pire que l'Afrique du Sud de l'apartheid ».
- L'écrivain et journaliste israélien (qui écrit pour Haaretz), Yitzhak Laor a écrit en 2009 que l'apartheid d'Israël n'était pas seulement « pire » mais aussi « plus brutal ».
- Le professeur Noam Chomsky a déclaré en 2014 qu'il était « bien pire que de l'apartheid ».

Les Israéliens sont peut-être conscients d'une certaine manière que quand on commence à creuser dans la question de l'apartheid, ses racines ramènent à l'origine même d'Israël.

En mars 2017, l'agence des Nations Unies ESCWA (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) a publié un [rapport](#) des professeurs Richard Falk et Virginia Tilley, intitulé « Les pratiques israéliennes envers le peuple palestinien et la question de l'apartheid ». L'étude concluait sans équivoque qu'Israël appliquait une politique d'apartheid, et qu'il l'avait fait depuis sa création. Le document n'est resté public officiellement que deux jours, car Israël et les États-Unis faisaient pression pour qu'il soit classé, et il a été enlevé du site internet de l'ONU. Puis l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, Nikki Haley, qui se

nommait elle-même « le nouveau shérif en ville », s'en est [vantée](#) devant un public en adoration à l'AIPAC :

« Puis, ils [l'ONU] nous ont testés de nouveau. Et un rapport ridicule est sorti, le rapport de [Richard] Falk [et Virginia Tilley]. Je ne sais pas qui est ce type ni ce qu'il cherche, mais il a de sérieux problèmes... » [grands éclats de rire dans le public, y compris de l'organisateur]. « ...va jusqu'à comparer Israël à un État d'apartheid. Alors la première chose qu'on fait, c'est appeler le Secrétaire général et on lui dit « c'est absolument ridicule, vous devez le retirer ». Le Secrétaire général l'a immédiatement retiré et puis, le directeur a maintenant donné sa démission ! » [acclamations du public et pouce levé de l'organisateur].

Adalah, le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, a une [base de données](#) de plus de 65 lois israéliennes discriminatoires envers les citoyens palestiniens d'Israël. Comprendre que les citoyens palestiniens sont institutionnellement discriminés est central pour comprendre que la question de l'apartheid n'est pas une question limitée aux territoires occupés depuis 1967. Cependant, même ces citoyens de seconde classe sont utilisés par les défenseurs d'Israël pour rejeter l'affirmation d'apartheid. Ainsi, la fiche d'information d'ADL à laquelle fait référence le tweet mentionné au début de ce poste commence par ces mots :

Le traitement des Arabes par l'État d'Israël ne peut en aucune manière être comparé au traitement de la majorité noire en Afrique du Sud sous l'apartheid. Il n'y a pas d'idéologie, de politique ou de plan israélien pour imposer ségrégation, persécution ou mauvais traitements à la population arabe.

Mis à part le fait que c'est faux, c'est également une pirouette. Parce que les citoyens palestiniens d'Israël ne forment qu'une petite partie du peuple palestiniens, et même s'ils subissent généralement un sort moins dur que les Palestiniens qui sont occupés, assiégés ou expulsés, ils font cependant partie de l'équation. Israël n'est [pas réellement l'État de tous ses citoyens](#), comme certains aimeraient le croire. C'est l'État nation du peuple juif, et les Juifs sont seuls à y avoir des droits nationaux, même extra-territorialement.

ADL tente de rejeter l'affirmation d'apartheid avec l'idée de la solution à deux États :

De plus, l'acceptation par Israël de la solution à deux États comme résultat de négociations bilatérales israélo-palestiniennes dément l'accusation que le but d'Israël est la persécution des Palestiniens.

Cette déclaration brasse beaucoup de vent. Et il est très clair pour beaucoup maintenant que les allusions de Trump à un « État » palestinien n'a rien à voir avec un vrai État. Il ne s'agit que de bantoustans, et il s'agit d'inscrire dans le marbre plus d'apartheid, et de consolider et augmenter les gains israéliens pour le contrôle ultime du Grand Israël.

Le « deal du siècle » n'est pas vraiment celui de Trump. C'est le deal du sionisme, et il a vraisemblablement été fait il y a plus d'un siècle, avec la Déclaration Balfour. La « [Nouvelle Palestine](#) » de Trump essaie d'habiller les très vieilles intentions sionistes de colonialisme d'occupation de vêtements neufs, qui coûtent apparemment la coquette somme de 50 milliards de dollars. Mais comme dans le conte d'Andersen, le

costume neuf de l'empereur n'est fait de rien et l'apartheid d'Israël s'avance nu, à la vue de tous.

Traduction: M. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Mondoweiss](#)